

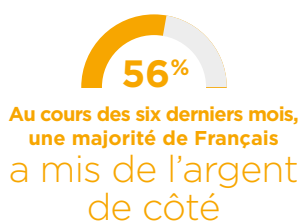
LES FRANÇAIS, L'ÉPARGNE ET L'ASSURANCE VIE

Principaux enseignements de l'enquête Ipsos pour la Fédération Française de l'Assurance

MARS 2017

A l'heure où les candidats à l'élection présidentielle dévoilent leur programme en matière de fiscalité et d'épargne, la Fédération Française de l'Assurance et Ipsos se sont associés pour réaliser une enquête¹ auprès des Français sur l'épargne et l'assurance-vie. Les Français sont-ils toujours les champions de l'épargne? Quelle est la place de l'assurance-vie? Ce support est-il toujours aussi populaire? Qui sont les détenteurs de contrats? Fléchage, durée des contrats, fiscalité... Comment les épargnants réagissent-ils à différentes pistes de réformes de l'assurance-vie? Autant de questions auxquelles cette étude apporte des réponses.

L'épargne dans l'ADN des Français



- ▶ La faiblesse des taux n'a pas découragé les Français qui restent des champions de l'épargne. **Au cours des six derniers mois, une majorité (56%) a mis de l'argent de côté.**
- ▶ L'épargne n'est pas l'apanage des catégories supérieures de la population: **55% des CSP- et 46% des personnes dont les revenus sont inférieurs à 2000€ par mois ont épargné** une partie de leur revenu.
- ▶ Les perspectives à six mois sont favorables à l'épargne. **61% des personnes interrogées envisagent de mettre de côté une partie de leurs revenus dans les mois qui viennent**; 78% des cadres mais aussi 74% des professions intermédiaires, 57% des employés, 55% des ouvriers et 51% des retraités. Ces résultats confirment que l'épargne est un enjeu important pour tous les Français.

La majorité des Français privilégie la sécurité, mais une partie se dit prête à des placements légèrement plus risqués, notamment chez les détenteurs d'assurance-vie



- ▶ **Le premier objectif poursuivi par les épargnants est la sécurité (40%).** Il est suivi de la disponibilité de l'épargne à tout moment (34%). Le rendement est l'objectif prioritaire d'une petite partie de la population seulement (16%), signe de l'aversion de l'opinion aux placements à risque et d'un attachement à la stabilité. Dans cette logique, **une très large majorité de Français (72%) recherche prioritairement le risque zéro** pour ses économies quitte à obtenir un rendement modéré.
- ▶ Néanmoins, plus d'un Français sur quatre (26%) se déclare prêt à accepter une légère prise de risque pour un rendement supérieur. **Cette inclinaison pour les placements un peu plus risqués est plus marquée dans les catégories supérieures** (32% des plus diplômés, 35% des hauts revenus) **ainsi qu'auprès des personnes qui détiennent un contrat d'assurance-vie (32%).**

► Concrètement, les Français sont-ils prêts à investir dans des placements plus risqués, fortement investis en actions de petites et moyennes entreprises par exemple via l'assurance-vie ? Une partie d'entre eux (26 %) se dit prête à sauter le pas si la fiscalité de ces contrats était plus avantageuse. Cela intéresse davantage les moins de 35 ans (31 %), les hauts revenus (34 %), les cadres (39 %), les sympathisants Modem-UDI (40 %) et LR (34 %) ainsi que ceux qui détiennent déjà une assurance-vie (31 %).

L'assurance-vie bénéficie d'une très bonne image auprès des Français



Pour une large majorité des Français l'assurance vie est un support d'épargne qui inspire confiance

► Les Français soulignent de nombreux atouts de l'assurance-vie. Pour une large majorité d'entre eux, ce support permet de **transmettre son patrimoine dans de bonnes conditions** (73 %), offre **des garanties face aux incertitudes de l'avenir** (67 %), est **un moyen fiable et sûr d'épargner** (65 %) et **inspire confiance** (62 %).

► Pour une large majorité de Français (61 %), l'assurance-vie est **un support intéressant car peu taxé sur le long terme**. Cette opinion est encore plus répandue auprès des détenteurs (75 %), signe de leur attachement aux règles fiscales de l'assurance-vie.

L'assurance-vie est un support d'épargne très populaire



des Français détiennent un contrat d'assurance-vie. La détention est répartie dans toutes les classes d'âges et toutes les catégories sociales

► 53 % des Français détiennent un contrat d'assurance-vie. **La détention est répartie dans toutes les classes d'âges** (48 % des moins de 35 ans, 51 % des 35-59 ans et 62 % des 60 ans et plus) **et dans toutes les catégories de la population** (48 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, 61 % des cadres, 53 % des professions intermédiaires, 46 % des employés, 44 % des ouvriers et 61 % des retraités).

► C'est **le besoin de sécuriser son avenir ou celui de ses proches** qui poussent les détenteurs à souscrire un contrat. Dans le détail, les motivations varient fortement avec l'âge : 55 % des moins de 35 ans ont souscrit pour aider leurs proches dans l'avenir (financer les études de leurs enfants, etc.), 55 % des 35-59 ans pour préparer leur retraite et 64 % des 60 ans et plus pour faire face à une perte d'autonomie.

Les détenteurs sont très attachés aux avantages fiscaux de l'assurance-vie

► Dans un contexte de forte pression sur les déficits publics, les Français sont prêts à accepter une hausse des taxes sur certains éléments du patrimoine mais refusent que l'épargne soit impactée. Les personnes interrogées estiment qu'il conviendrait de taxer davantage les œuvres d'art (63 %), l'or (48 %) ou les actions (46 %). En revanche, **seule une très petite minorité pense qu'il faut augmenter les taxes**



Si la fiscalité devenait moins avantageuse, une très large majorité de détenteurs se détournerait de son contrat

sur l'assurance-vie (8 %) ou les livrets d'épargne (4 %). **La taxation de l'épargne suscite une levée de boucliers qui fait consensus dans tous les électors.**

► Une hausse des taxes sur l'assurance-vie aurait des conséquences importantes pour les épargnants. **Si la fiscalité devenait moins avantageuse, une très large majorité de détenteurs (66 %) déclare qu'elle se détournerait de son contrat** en épargnant moins ou plus du tout (30 %) ou en désépargnant (36 %). Le risque est d'autant plus grand pour la collecte de l'assurance-vie que cette attitude est particulièrement marquée chez les plus hauts revenus et les cadres.

Des détenteurs sensibles à d'éventuels changements dans les abattements liés à la durée des contrats

► Plusieurs scénarios ont été testés dans l'enquête. Le premier est un avantage supplémentaire proposé aux épargnants au-delà de 12 ans de détention. Cette hypothèse pourrait être favorable à la collecte de l'assurance-vie : **42 % des détenteurs déclarent que si cela était mis en place, ils conserveraient leur contrat au moins jusqu'à 12 ans** (51 % des revenus supérieurs à 3000 euros/mois, 57 % des cadres) et 24 % qu'ils épargneraient davantage sur leur contrat (29 % des cadres).

Une très large majorité de Français opposée à la « Flat tax »



Pour la majorité des Français, la « Flat tax » est perçue comme une mauvaise chose

► La réforme qui consisterait à supprimer les avantages fiscaux de l'assurance-vie en alignant son taux d'imposition sur celui des autres produits d'épargne **est perçue comme une mauvaise chose par 77 % des Français** (contre 23 % qui pensent que c'est une bonne chose).

► **L'opposition à la Flat tax est très majoritaire dans toutes les catégories politiques.** Elle est très forte chez les sympathisants LR (81 %) et du centre (UDI/Modem: 85 %).

La disposition de la loi Sapin 2 inquiète plus qu'elle ne rassure

► Cette mesure qui vise à « suspendre, retarder ou limiter, pour tout ou partie du portefeuille, le paiement des valeurs de rachat, la faculté d'arbitrages ou le versement d'avances sur contrat afin de prévenir des risques représentant une menace grave et caractérisée pour la stabilité du système financier » **inquiète 45 % des Français** (56 % des détenteurs d'assurance-vie) contre 5 % qui y voient un élément de réassurance.